

# MESSAGER DE TAHITI.

Annances : 1 franc la ligne  
 et 10 centimes.  
 S'adresser à l'imprimerie du  
 Gouvernement.

## PARTIE OFFICIELLE.

**Dépêche de Monsieur le Ministre de la marine et des colonies à Monsieur le Gouverneur, Commissaire de la République.**

**MONSIEUR LE COMMISSAIRE.**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint ampliation d'une circulaire par laquelle j'ai notifié aux administrations des ports, en France, les dispositions de la loi des finances du 8 juillet 1852, relative à l'abrogation des décrets des 13 mars et 12 août 1848. Cette loi a pour effet de remplacer les cas de cumul sous l'empire de la législation antérieure à la révolution de février 1848.

Vous remarquerez, toutefois, que, dans le cas de cumul d'une pension de retraite avec un traitement actif, mon département doit toujours être consulté, et que la règle établie à ce sujet par la circulaire du 18 août 1849 (pages 240 et 241 du *Bulletin officiel*), est maintenue.

Recevez, monsieur le commissaire, l'assurance de ma considération distinguée.

**Le ministre de la marine et des colonies.**

**Pour le ministre et par son organe.**

**Le conseiller d'Etat, directeur des colonies.**

**Signé : MESTRO.**

## PARTIE NON OFFICIELLE.

**Nous recevons les nouvelles suivantes :**

**Dans sa réunion du 4 novembre, le Sénat a adopté une proposition de modification à la Constitution, ainsi conçue :**

### SENAT CONSULTÉ.

**Proposition de modification à la Constitution.**  
 Conformément aux articles 31 et 32.

• La dignité impériale est établie.

Louis-Napoléon Bonaparte est empereur sous le nom de Napoléon III.

Art. 2.

La dignité impériale est héréditaire dans la descendance directe, naturelle et légitime de Louis-Napoléon Bonaparte, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

Art. 3.

Louis-Napoléon Bonaparte, s'il n'est âgé d'au moins seize ans, peut adopter les enfants et descendants naturels et légitimes, dans la ligne masculine, des frères de Napoléon I<sup>er</sup>.

Les femmes qui adoptent sont régies par un sénatus-consulté. Si, postérieurement à l'adoption, il survient à Louis-Napoléon des enfants naturels, ses fils adoptifs ne pourront être appelés à lui succéder qu'après ses descendants naturels et légitimes.

L'adoption est interdite aux successeurs de Louis-Napoléon et à leur descendance.

Art. 4.

A défaut d'héritier naturel et légitime ou adopté de Louis-Napoléon Bonaparte, la dignité impériale est dévolue et diffère à Jérôme-Napoléon Bonaparte et à ses descendants naturels et légitimes de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, des branches perpétuelles des femmes et de leur descendance.

Art. 5.

A défaut d'héritier naturel et légitime ou d'héritier adopté de Louis-Napoléon Bonaparte, et à défaut d'héritier naturel et légitime

de Jérôme Bonaparte et de ses descendants, un sénatus-consulté organique proposé au Sénat par les ministres formé un conseil de Gouvernement, avec l'approbation des résidents en exercice du Sénat, du Corps Législatif et du Conseil d'Etat, et soumis à l'approbation du peuple, nomme l'empereur, et règle dans sa famille l'ordre héréditaire, de mâle en mâle, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

Jusqu'au moment où l'élection du nouvel empereur est consommée, les affaires de l'Etat sont gouvernées par les ministres se réunissant, qui se forment en conseil de Gouvernement et délibèrent à la majorité des voix.

Art. 6.

Les membres de la famille de Louis-Napoléon appartiennent à l'hérédité, et à leur descendance des deux sexes. Sont parties de la famille impériale : La sénatus-consulte régis les conditions de l'empereur, et les membres de sa famille impériale. Les membres de sa famille impériale ne peuvent se marier sans l'autorisation de l'empereur. L'empereur fait son contrat matrimonial, et le contrat est soumis à l'approbation de l'empereur.

Neanmoins, si, par suite d'un décès de sa femme, ou de sa dissolution pour cause de décès, le prince qui l'aurait contracté ne conserve ses droits à l'hérédité.

Louis-Napoléon, l'un des frères et le caduc de sa femme, les membres de sa famille.

L'empereur a pleine autorité sur tous les membres de sa famille. Il règle leurs devoirs et leurs obligations par des lois qui ont force de loi.

Art. 7.

La Constitution du 10 janvier 1852 est maintenue dans toutes les dispositions qui ne sont pas contraires au présent sénatus-consulté, si ce n'est que, si elle apporte des modifications que des lois faites par les ministres de l'empereur.

Art. 8.

La proposition suivante sera soumise à l'acceptation du peuple, dans les formes déterminées par les décrets des 2 et 4 décembre 1852 :

« Le peuple veut le rétablissement de la dignité impériale dans la descendance directe, naturelle et légitime de Louis-Napoléon Bonaparte, avec hérédité dans sa descendance directe, naturelle et légitime, et lui donne le droit de régler l'ordre de succession au trône dans la famille Bonaparte, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance. »

« La loi de l'adoption du sénatus-consulte du 4 novembre 1852, est maintenue, et les conditions de l'empereur, et les membres de sa famille impériale, sont régies par les lois qui ont force de loi. »

Sur 31 sénateurs, 26 ont voté pour, 1 ont voté contre, 4 ont voté abstenus. Sur 51 sénateurs, 46 ont voté pour, 1 ont voté contre, 4 ont voté abstenus.

## NOUVELLES DIVERSES.

— Le Corps législatif a tenu séance le 27 décembre pour procéder au renouvellement des deux tiers du peuple. A ce sujet, le sénatus-consulté propose par le Sénat. Il a constaté :

1° Que les opérations du vote ont été faites librement et régulièrement accomplies ;

2° Que le renouvellement général des suffrages eût été le plus complet et le plus complet.

	Oui.	Non.
Les 56 départements.	7,489,130	327,244
Armée de terre.	24,800	8,236
Armée de mer.	47,716	2,220
Province d'Alger.	6,369	660
<b>Totaux.</b>	<b>7,776,975</b>	<b>348,360</b>

— Le Corps législatif devrait se réunir le 27 décembre pour procéder au renouvellement des deux tiers du peuple. Le Sénat a constaté que les opérations du vote ont été faites librement et régulièrement accomplies ;

1° Que les opérations du vote ont été faites librement et régulièrement accomplies ;

2° Que le renouvellement général des suffrages eût été le plus complet et le plus complet.

On comptait à ce moment, à la Monnaie de Paris, des pièces de pièces de 10 centimes en laque. D'un côté, cette pièce porte l'effigie de l'empereur, avec son nom autour de la tête.

Sur le revers, on a mis, les deux obverse, deux des faces et deux des faces sur lesquelles on lit : 10 centimes.

Autour, on a mis, les deux obverse, deux des faces et deux des faces sur lesquelles on lit : 10 centimes.

